

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 33.180/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.180/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 15 mars 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal du ... "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné le 23 mai 2002 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 maart 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit van ... "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", heeft op 23 mei 2002 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Intitulé

L'intitulé sera complété par la mention de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, que le projet modifie également.

Préambule

1. Il y a lieu de viser également l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, notamment l'article 8.2, 3^o, a), que l'article 27 du projet remplace.

2. A l'alinéa 10, conformément aux recommandations de légistique, il convient d'omettre la date de la délibération du Conseil des Ministres.

Dispositif

Article 1^{er}

(article 4 en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire)

1. Il convient de préciser que les règles énoncées à l'article 4, 11^o, en projet ne s'appliquent qu'aux conducteurs de tracteurs agricoles dont la masse maximale autorisée n'est pas supérieure à quinze tonnes. En effet, pour ces derniers, le rapport au Roi indique que le conducteur devra être titulaire "d'un permis de conduire valable pour la catégorie dans laquelle se classe le tracteur agricole".

2. Pour plus de précision, il est suggéré d'écrire : "les conducteurs de tracteurs agricoles, avec ou sans remorques (...)".

La même observation vaut également pour la suite du projet.

3. Au 11°, seconde phrase, mieux vaut prévoir la règle générale selon laquelle le conducteur doit être titulaire et porteur d'un certificat attestant la réussite de l'examen théorique spécifique et, dans une disposition transitoire, prévoir que cette règle ne s'applique pas à ceux qui ont plus de 16 ans au moment de l'entrée en vigueur de "l'arrêté du ... modifiant ...".

Article 9

(article 20, § 2, en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité)

Puisque l'intention de l'auteur du projet est de ne plus permettre que le permis de conduire validé pour la catégorie B autorise la conduite de véhicules de la catégorie A d'une cylindrée maximale de 125 cm³ et d'une puissance maximale de 11 kW, il y a lieu, tout simplement, d'abroger le paragraphe 2 actuel.

Une disposition transitoire réglera la situation de ceux qui ont obtenu le permis B avant l'entrée en vigueur du projet d'arrêté.

Cette disposition transitoire devra figurer dans l'arrêté modifié et non dans l'arrêté modificatif. Dans ce cas les mots "après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" seront remplacés par une indication plus précise, correspondant à la date d'entrée en vigueur de la réforme envisagée.

Article 17

(article 47 en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité)

1. A l'article 47, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire :

"(...) est composée d'une chambre pour les examens présentés en langue française et d'une chambre pour les examens présentés en langue néerlandaise".

2. A l'article 47, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, il y a lieu d'indiquer de manière plus précise la manière dont est prouvée la connaissance de la langue allemande.

3. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, en projet, il convient également de remplacer les mots "La commission" par les mots "Chaque chambre".

Article 18

(article 50 en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité)

Au paragraphe 2, alinéa 2, 1^o, en projet, les mots "des autorités belges de police ou de gendarmerie" sont remplacés par les mots "de la police fédérale". Il en résulte que la déclaration de perte ou de vol du permis de conduire ne pourra plus être fait auprès de la police locale.

Par ailleurs, la section de législation se demande s'il ne convient pas également de prévoir que la demande de duplicata puisse être accompagnée d'une déclaration de perte ou de vol faite auprès d'une autorité de police étrangère.

Article 20

Dans la version française de l'article 78, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du 23 mars 1998 (tel que publié au Moniteur belge, sans erratum), l'on ne lit pas "rapport puissance-poids" mais "rapport poids-puissance"; la rédaction de l'article 20 devra tenir compte de cette inversion des termes actuels.

Article 21

(article 90bis en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité)

1. L'annexe III, 6.3., de la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991, relative au permis de conduire dispose que "Tout candidat à la délivrance ou au renouvellement d'un permis de conduire doit avoir une acuité visuelle des deux yeux, avec correction optique s'il y a lieu, d'au moins 0,8 pour l'oeil le meilleur et d'au moins 0,5 pour l'oeil le moins bon". Le point III, 2.5. de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité, transpose cette disposition.

Selon le rapport au Roi, cette condition écarterait les personnes atteintes d'amblyopie. Cependant, pour des raisons sociales, les conducteurs qui ont obtenu leur permis avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité, devraient obtenir une prorogation de validité de leur permis de conduire en tenant compte des conditions médicales prévues avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité.

Une telle disposition n'est cependant pas conforme à la directive 91/439/CEE, précitée, qui ne prévoit pas de possibilité d'introduire une telle dérogation.

L'article 90bis en projet doit être omis.

.../...

2. Conformément à la version en langue néerlandaise, il y a lieu d'écrire "le renouvellement de leur permis" et non "le renouvellement de ces catégories".

Article 24

(annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 en projet)

Au point I.4., il est prévu que le médecin fait part au patient "de ses éventuelles obligations concernant l'utilisation du permis de conduire".

La section de législation suppose que cette disposition se réfère aux articles 41, § 4, et 44, § 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, précité, qui prévoient la possibilité de subordonner l'autorisation de conduire à certaines conditions ou restrictions. Il convient de le préciser dans le rapport au Roi.

Annexe 2

(annexe 7 en projet de l'arrêté royal du 23 mars 1998)

1. Au point I, 01. 04, la mention "Verre opaque" ne correspond pas à la mention "Lentille opaque" figurant à l'annexe I de la directive 91/439/CEE, précitée.

2. Aux points 78 et 79, il faut mentionner les dispositions de droit belge qui transposent les articles mentionnés de la directive.

Article 28

La section de législation du Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il y aurait lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

.../...

Observations d'ordre légistique et linguistique
concernant la version néerlandaise du projet

Préambule

Dans le quatrième référent, il y a lieu d'écrire "Gezien richtlijn" au lieu de "Overwegende de richtlijn". La même observation s'applique mutatis mutandis au cinquième référent.

A l'alinéa 8, il convient d'écrire "Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van ...;".

Dispositif

Article 1^{er}

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire "In artikel 4" et non "Aan artikel 4".

Au 1°, il convient de remplacer les mots "In het 6° worden" par les mots "In onderdeel 6° wordt". Au 2°, on écrira "Onderdeel 9°" et non "Het 9°". Cette observation s'applique mutatis mutandis pour l'ensemble du projet.

Article 3

Au 1°, on écrira "tweede lid" et non "2^{de} lid". Cette observation s'applique mutatis mutandis pour la suite du projet.

Article 7

A l'alinéa 2 en projet, on écrira "artikelen" au lieu de "artikels".

Article 10

Dans le texte en projet, on écrira "afgegeven" au lieu de "afgeleverde". La même observation s'applique pour la suite du projet. Par ailleurs, la fin de la disposition en projet doit être rédigée de façon plus claire.

Article 17

A l'alinéa 5 du paragraphe 1^{er} en projet, on remplacera "duidt ... aan" par "wijst ... aan".

Article 21

Dans l'article 90bis en projet, on écrira "onder de medische voorwaarden" au lieu de "tegen de medische voorwaarden".

Article 23

A l'alinéa 1^{er}, on remplacera les mots "In de bijlage 5" par les mots "In bijlage 5". Cette observation s'applique mutatis mutandis pour la suite du projet.

Article 24

Au point 4 du texte en projet, on écrira "vaststelling" au lieu de "instelling".

Au point 1.1.3. du texte en projet, on écrira "maanden" au lieu de "maand".
La même observation s'applique pour la suite du projet.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Het opschrift dient te worden aangevuld met de vermelding van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, dat door het ontwerp eveneens wordt gewijzigd.

Aanhef

1. Er dient eveneens te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid naar artikel 8.2, 3°, a), dat bij artikel 27 van het ontwerp vervangen wordt.

2. In het tiende lid dient de datum van het besluit van de Ministerraad te vervallen, overeenkomstig de aanbevelingen inzake wetgevingstechniek.

Dispositief

Artikel 1

(ontworpen artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998
betreffende het rijbewijs)

1. Er dient te worden gepreciseerd dat de regels vervat in het ontworpen artikel 4, 11°, alleen van toepassing zijn op de bestuurders van landbouwtrekkers waarvan de maximale toegelaten massa niet meer dan vijftien ton bedraagt. Voor deze bestuurders wordt in het verslag aan de Koning immers aangegeven dat ze houder moeten zijn "van een rijbewijs naargelang de categorie van de landbouwtractor".

2. Voor een grotere duidelijkheid wordt voorgesteld te schrijven : "de bestuurders van landbouwtrekkers, met of zonder aanhangwagen (...)".

.../...

Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor geheel het ontwerp.

3. In de tweede zin van onderdeel 11° is het beter als algemene regel te stellen dat de bestuurder houder en drager moet zijn van een getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het bijzonder theoretisch examen en, in een overgangsbepaling, voor te schrijven dat die regel niet van toepassing is op de bestuurders die ouder dan 16 jaar zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van "het besluit van ... tot wijziging van ...".

Artikel 9

(ontworpen artikel 20, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998)

Aangezien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is het rijbewijs voor categorie B niet meer te laten gelden voor het besturen van voertuigen van categorie A met een maximale cilinderinhoud van 125 cm³ en met een maximaal vermogen van 11 kW, dient de huidige paragraaf 2 gewoon te worden opgeheven.

Met een overgangsbepaling zal de situatie worden geregeld van degenen die het rijbewijs B vóór de inwerkingtreding van het ontwerp van besluit hebben verkregen.

Deze overgangsbepaling moet worden opgenomen in het gewijzigd besluit en niet in het wijzigingsbesluit. In dat geval moeten de woorden "na de datum van inwerkingtreding van dit besluit" worden vervangen door een duidelijker vermelding, die overeenstemt met de datum van de inwerkingtreding van de overwogen hervorming.

Artikel 17

(ontworpen artikel 47 van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998)

1. In het ontworpen artikel 47, § 1, tweede lid, dient te worden geschreven :

"(...) bestaat uit een kamer voor de examens die in de Franse taal zijn afgelegd en een kamer voor de examens die in de Nederlandse taal zijn afgelegd".

.../...

2. In het ontworpen artikel 47, § 1, vierde lid, dient duidelijker te worden aangegeven hoe de kennis van het Duits moet worden aangetoond.

3. In de ontworpen paragraaf 3, eerste lid, dienen voorts ook de woorden "De commissie" te worden vervangen door de woorden "Elke kamer".

Artikel 18

(ontworpen artikel 50 van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998)

In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, 1°, worden de woorden "Belgische politie- of rijkswachtdiensten" vervangen door de woorden "federale politie". Hieruit volgt dat van het verlies of de diefstal van het rijbewijs geen aangifte meer kan worden gedaan bij de lokale politie.

De afdeling wetgeving vraagt zich voorts af of ook niet moet worden bepaald dat de aanvraag om een duplicaat vergezeld kan gaan van een aangifte van verlies of diefstal bij een buitenlandse politieautoriteit.

Artikel 20

In de Franse versie van artikel 78, tweede lid, 2°, van het besluit van 23 maart 1998 (zoals het, zonder erratum, in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is), staat niet te lezen "rapport puissance-poids", maar "rapport poids-puissance". Bij het stellen van artikel 20 moet er bijgevolg rekening mee worden gehouden dat de huidige termen van plaats verwisseld zijn.

Artikel 21

(ontworpen artikel 90bis van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998)

1. Bijlage III, 6.3., bij richtlijn 91/439/EEG van de Raad van 29 juli 1991, betreffende het rijbewijs, bepaalt : "Iedere aanvrager van een rijbewijs of verlenging van

.../...

een rijbewijs dient, zo nodig met optische correctie, te beschikken over een gezichts-scherpte van minstens 0,8 voor het beste oog en 0,5 voor het minder goede oog". Punt III, 2.5., van bijlage 6 bij het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 zet deze bepaling om.

Volgens het verslag aan de Koning zouden de personen met gezichtszwakte door deze voorwaarde uitgesloten worden. Om sociale redenen evenwel zou het rijbewijs van bestuurders die dat hebben verkregen vóór de inwerkingtreding van het voormelde koninklijk besluit van 23 maart 1998, moeten worden verlengd, rekening houdend met de medische voorwaarden die voorgeschreven waren vóór de inwerkingtreding van het genoemde besluit.

Een zodanige bepaling is echter niet conform de voormelde richtlijn 91/439/EEG, die niet voorziet in de mogelijkheid om een dergelijke afwijking in te stellen.

Het ontworpen artikel 90bis dient te vervallen.

2. Gelet op de Nederlandse versie dient in de Franse versie te worden geschreven : "le renouvellement de leur permis", in plaats van "le renouvellement de ces catégories".

Artikel 24

(bijlage 6 bij het ontworpen koninklijk besluit van 23 maart 1998)

In punt I.4 wordt bepaald dat "de geneesheer (zijn patiënt) wijst (...) op zijn eventuele verplichtingen betreffende het gebruik van zijn rijbewijs".

De afdeling wetgeving veronderstelt dat deze bepaling verwijst naar de artikelen 41, § 4, en 44, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998, die voorzien in de mogelijkheid om het rijbewijs afhankelijk te stellen van bepaalde voorwaarden of beperkingen. Dit dient in het verslag aan de Koning te worden aangegeven.

.../...

Bijlage 2

(ontworpen bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998)

1. Het begrip "ondoorschijnend glas" in punt I, 01.04, stemt niet overeen met het begrip "gekleurde lenzen" in bijlage I bij de voormelde richtlijn 91/439/EG.

2. In de punten 78 en 79 moeten de bepalingen van Belgisch recht worden vermeld die de erin genoemde artikelen van de richtlijn omzetten.

Artikel 28

De afdeling wetgeving van de Raad van State ziet niet in waarom zou moeten worden afgeweken van de gebruikelijke regel van de inwerkingtreding van koninklijke besluiten.

Opmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard met betrekking tot de nederlandse versie van het ontwerp

Aanhef

In de vierde aanhefverwijzing schrijve men "Gezien richtlijn" in plaats van "Overwegende de richtlijn". Hetzelfde geldt mutatis mutandis voor de vijfde verwijzing.

In het achtste lid schrijve men : "Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van ...;".

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende zin schrijve men "In artikel 4" en niet "Aan artikel 4".

In onderdeel 1° vervange men de woorden "In het 6° worden" door de woorden "In onderdeel 6° wordt". In onderdeel 2° schrijve men "Onderdeel 9°" en niet "Het 9°". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor geheel het ontwerp.

Artikel 3

In onderdeel 1°, schrijve men "tweede lid" en niet "2de lid". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor de rest van het ontwerp.

Artikel 7

In het ontworpen tweede lid schrijve men "artikelen" in plaats van "artikels".

Artikel 10

In de ontworpen tekst schrijve men "afgegeven" in plaats van "afgeleverde". Dezelfde opmerking geldt voor de rest van het ontwerp. Voorts dient het slot van de ontworpen bepaling duidelijker te worden gesteld.

Artikel 17

In het vijfde lid van de ontworpen paragraaf 1 vervange men "duidt ... aan" door "wijst ... aan".

Artikel 21

In het ontworpen artikel 90bis schrijve men "onder de medische voorwaarden" in plaats van "tegen de medische voorwaarden".

Artikel 23

In het eerste lid vervange men de woorden "In de bijlage 5" door de woorden "In bijlage 5". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor de rest van het ontwerp.

Artikel 24

In de ontworpen tekst onder punt 4 schrijve men "vaststelling" in plaats van "instelling".

In de ontworpen tekst van punt 1.1.3. schrijve men "maanden" in plaats van "maand". Dezelfde opmerking geldt voor de rest van het ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Monsieur
de Heer
Mesdames
Mevrouwen

P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

M. BAGUET,

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS